

Qui le prochain?

L'essentiel est fait du côté du Burkina Faso et le constat est sans équivoque : la Liberté ne fatigue pas les Peuples.

La démocratie doit évoluer en Afrique. Et les pays francophones, longtemps dans une traînée complaisante ainsi que certains autres États apparentés, n'échappent plus à cette nécessité démocratique ou à son renforcement.

Bénin [sic], Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo (Brazzaville), Congo (Kinshasa), Gabon, Guinée équatoriale, Rwanda, Tchad, Togo particulièrement, sont autant de cas où les Peuples ont soif de changements profonds, soif de ces changements réparateurs du passé et surtout libérateurs d'un enthousiasme et d'une effervescence utiles à un avenir autre et partagé.

Il est vrai que la situation est variable selon chacun des pays. Mais une seule constante demeure comme objectif et destinée de tous ces Peuples : la démocratie inspirée et générée par les Peuples eux-mêmes, la démocratie et son corolaire... l'alternance.

Ainsi, il est illusoire pour tous ces dirigeants de prétendre à la démocratie, y aspirer sincèrement, sans envisager l'alternance et les avantages multiples inclus dans le renouvellement des personnes, des idées et des systèmes. Il est illusoire pour tous ces dirigeants africains de n'envisager la démocratie qu'à travers l'opportunisme de leurs seuls intérêts, leurs seules perspectives et leurs seules interprétations.

Il est alors illusoire pour tous ces chefs d'État africains de n'envisager l'alternance qu'à travers leur convenance personnelle ou leur mode de dévolution du pouvoir, sans en mesurer les conséquences même après leur départ, et jusque sur leurs familles. Dans toutes ces situations imparfaites qui jonchent l'Afrique politique, mieux vaut négocier, de bonne foi, son départ du pouvoir que de penser s'y éterniser, sans risque pour soi-même, pour sa famille, pour ses obligés et courtisans.

La précarité d'une telle option de confiscation du pouvoir au détriment de la volonté de son Peuple n'a d'égal que la fragilité des avantages que l'on peut en tirer, en jouir ou en accumuler pour les siens. Le déshonneur générationnel qui suivra la restitution forcée de tous ces biens mal acquis ne vaut plus, de nos jours, le pari hasardeux de miser sur une improbable impunité... À moins d'une sage et prévoyante négociation de son départ du pouvoir comme l'histoire en regorge, en contrepartie de certaines concessions, apaisantes et réparatrices.

En Afrique, il est des crises que des dirigeants et chefs d'État peuvent bien épargner à leur Peuple, dans l'état actuel du monde, pour leur salut propre comme celui de leurs concitoyens de plus en plus exigeants, et de bon droit.

Désormais, rien et absolument rien ne vaut l'expérience démocratique de chaque Peuple; ses propres errements ou ses propres réussites démocratiques. Même en démocratie, l'on n'apprend mieux que par soi-

même, et en utilisant tous les filets de sécurité et d'expérience développés par tant de pays à travers le monde.

L'unité de mesure, le référentiel de cet ensemble de besoins inaliénables de changements demeure encore et toujours le devoir républicain de l'exercice de deux mandats présidentiels, au maximum, au grand maximum, quelles que soient les circonstances, les modalités et les formes. La limitation des mandats présidentiels est véritablement vectrice d'indispensables changements; le moteur des changements pour la démocratie, la justice, le pardon, la réconciliation, le développement et pour la modernité républicaine.

Deux mandats présidentiels de durée raisonnable, chacun, est désormais l'indication et l'incarnation d'une prédisposition à l'alternance démocratique : c'est la norme de la légitimité coutumière en politique. Une légitimité qui est au-dessus de la légalité; une légitimité qui vaut son pesant d'or et d'honneur, une légitimité qui vaut bien son pesant de tradition noble à haute valeur constitutionnelle. De tout temps d'ailleurs, l'éthique est restée au-dessus des lois, bien au-delà et en amont de toutes les lois et de toutes les Constitutions, écrites ou non écrites.

Nul citoyen n'est aussi indispensable pour sevrer son Peuple du modèle et de l'exemple unique que constitue l'alternance démocratique ou sa consolidation constante. Jamais, nous ne cesserons de le dire : la Liberté ne fatigue pas les Peuples, et aucune république ne peut être délibérément et durablement mise hors de portée de ses propres citoyens. Quand vient l'heure, advient que pourra!

La règle est donc simple et claire : deux mandats et on s'en va... tranquille. La suite des choses se suffit à elle-même en démocratie, et par la volonté non confisquée de ces Peuples africains libres de leurs choix et conséquences, responsables mêmes des incertitudes qui se rattachent à leur choix, et par lesquelles les citoyens grandiront sans aucun doute. C'est bien cela la démocratie ainsi que sa nature propre et inviolable : le respect de la Liberté du choix des Peuples. Quel que soit ce choix, pourvu qu'il soit librement exprimé.

À qui le tour maintenant? À qui le tour en départ démocratique ou despotique? Positivement ou négativement, à vous le choix d'une odyssée glorieuse, une épopée historique ou le choix d'un naufrage lamentable, une ovation de boue, une sortie par la petite porte, une randonnée par la brousse, une fuite par les pistes cahoteuses, une conclusion fatale.

Faut que ça change et ça doit changer, ici et maintenant, là, demain, urgemment et nécessairement au rythme de notre époque, à la hauteur de notre désir inlassable du mieux démocratique. Fini les entourloupettes politiques et autres drôleries électorales. Fini!

Faut que ça change un Peuple à la fois, un pays à la fois, une nation à la fois, une république à la fois, une dignité à la fois.

Qui le prochain? Who next? ¿Quién sigue?

4 novembre 2014